



CGSD : CERTIFICATION D'ESPACE PROFESSIONNEL POUR LES DEMANDES D'ACCÈS AUX DONNÉES ET DE LEUR RÉUTILISATION

1. Informations



La démarche « certification de l'espace professionnel » a pour but de donner accès à toutes les fonctionnalités nécessaires pour effectuer des demandes d'accès aux données et de leur réutilisation dans le cadre de la loi portant création du Commissariat du Gouvernement à la souveraineté des données (CGSD).

Le CGSD, agissant en qualité de responsable du traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 (RGPD), traite vos données à caractère personnel afin d'assurer la gestion des demandes de certification de l'espace professionnel.

Vos données, dont la fourniture est obligatoire sous peine de refus de la demande, sont traitées à des fins, en particulier, de vérification et, le cas échéant de certification, sur base des documents fournis, de la véracité des données saisies dans l'espace professionnel ou dans toute communication de la personne, et ce pour une durée de trente (30) ans à partir de la suppression de l'espace professionnel.

Vous disposez, dans les limites légales, des droits prévus par les articles 12 à 22 du RGPD, y compris, sous certaines conditions, du droit de vous opposer au traitement de vos données. Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données (www.cnpd.public.lu) sise 15, Boulevard du Jazz, L-4370 Belvaux.

Pour toute question concernant le traitement de vos données par le CGSD, veuillez contacter notre délégué à la protection des données :

- par courriel : dpo@cgsd.etat.lu
- par voie postale : DPO, Commissariat du Gouvernement à la souveraineté des données, 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg.

Veuillez noter qu'en poursuivant la démarche vous notez avoir pris connaissance de [la notice d'information plus détaillée disponible ici](#).

☒ En cochant cette case, vous confirmez avoir reçu et pris connaissance de la notice d'information concernant le traitement de vos données à caractère personnel.

2. Déclarant

Type de demandeur

Type de demandeur

- ☒ Je représente une personne morale (entreprise, association, etc.)
- ☐ Personne physique (je fais la demande en mon nom propre et pour mon propre compte)



Informations relatives à la personne introduisant la demande

Prénom	Jhon
Nom	Doe
Numéro d'identification national	XXXXXXXXXXXXXX
Poste au sein de l'entité	CEO
E-mail professionnel	jhon.doe@int-trade.com

3. Entité demanderesse

Informations relatives à l'entité introduisant la demande

Nom de l'entité	International Trade SA
Numéro du registre de commerce	B666333
Forme juridique de l'entité	SA
Type de structure	Entreprise / Société (ex : Petite ou moyenne entreprise (PME), Grande entreprise / Multinationale, Entreprise individuelle, Société privée ou publique (toutes formes juridiques confondues))

Commentaire sur le type de structure de l'entité

Information sur l'activité de l'entité	Trade activities
E-mail de l'entité	info@int-trade.com
Téléphone de l'entité	+352000000000

Adresse officielle

Pays	Luxembourg
Code postal	L-4362
Commune	Esch-sur-Alzette
Localité	Esch-sur-Alzette
Rue	Avenue des Hauts-Fourneaux



Numéro de rue

Complément d'adresse

☐ Je n'ai pas trouvé l'adresse dans la liste

N° de TVA intra-communautaire

N° de TVA intra-communautaire

0123456789

4. Documents

Contrôle de votre entité

Pour contrôler votre entité nous demandons :

- un document officiel à jour attestant de l'immatriculation de l'entité au registre du commerce ou à son équivalent, délivré par l'autorité compétente du pays concerné. Ce document devra mentionner de manière explicite :
 - la raison sociale ou dénomination de l'entité ;
 - la forme juridique ;
 - le numéro d'immatriculation ;
 - la date de création ;
 - l'adresse du siège social ;
 - l'activité principale ;
 - le nom et la qualité du ou des représentants légaux disposant du pouvoir de signature pour engager l'entité, ainsi que la précision quant à un pouvoir de signature seul ou conjoint ;
 - le capital social (le cas échéant) ;
 - l'état actuel de l'entité (active, en liquidation, etc.) ;
 - l'autorité émettrice et la date de délivrance du document.
- et/ou, le cas échéant, une legal opinion confirmant l'ensemble des informations énumérées ci-dessus, étant précisé que ce document devra, selon les circonstances, être soumis à apostille conformément à la législation applicable
 - une copie de la pièce d'identité de la ou des personnes ayant pouvoir de signature ;
 - la preuve du pouvoir de signature (si cela ne résulte pas du ou des documents mentionnées ci-avant.)

Les documents rédigés dans une langue autre que le français, l'allemand, le luxembourgeois ou l'anglais devront faire l'objet d'une traduction certifiée et, le cas échéant, apostillée dans l'une de ces quatre langues.



5. Signature

Signature de la démarche de certification

Le(s) soussigné(s) confirme(nt) avoir pris connaissance de [la notice d'information](#) concernant le traitement des données à caractère personnel par le CGSD.

Le(s) soussigné(s), le cas échéant, agissant pour le compte de l'entité identifiée, certifie(nt) l'exactitude des informations contenues dans la présente demande et les pièces ci-jointes.

Signature 1 de la demande de certification

Poste au sein de l'entité CEO

Prénom(s) du signataire Jhon

Nom du signataire Doe

Signature

Signature 2 de la demande de certification

Poste au sein de l'entité CFO

Prénom(s) du signataire Peter

Nom du signataire Harry

Signature